



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**15 SEP. 2025**

de prescriptions complémentaires  
à la société AERODIS HERBITZHEIM à Herbitzheim  
concernant la validation de la mise en place d'un système de détection d'oiseaux

N° AIOT : 0006705566

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation, au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 mars 2013, fixant les prescriptions nécessaires au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, pour prévenir les inconvénients induits par l'exploitation d'installations de production d'électricité, utilisant l'énergie mécanique du vent à la société AERODIS HERBITZHEIM à Herbitzheim (67260) ;
- VU** Le porter à connaissance de la société AERODIS HERBITZHEIM du 27 novembre 2023, concernant un système de détection de l'avifaune, avec arrêt automatique des éoliennes dans le cadre d'une intrusion à risque d'une espèce avifaune ciblée par le système (milan royal) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024, fixant des prescriptions complémentaires à la société AERODIS HERBITZHEIM à Herbitzheim, concernant la mise en place d'un système de détection d'oiseaux ;
- VU** le rapport de la société AERODIS HERBITZHEIM du 19 mai 2025 « Test d'évaluation de la performance du système Bioseco BPS » établi par ECOSPHERE ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juillet 2025 ;
- VU** la transmission, par mail, du projet d'arrêté préfectoral au représentant de l'exploitant et sa réponse ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes aux intérêts protégés par la directive "Oiseaux" 2009/147/CE du 30 novembre 2009, et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit la destruction des individus et la destruction, l'altération ou la dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage, dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 29 octobre 2009 susvisé fixe la liste des espèces d'oiseaux pour lesquelles sont interdites, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction des oiseaux dans le milieu naturel, où figure le milan royal ;

**CONSIDÉRANT** que le milan royal est une espèce protégée qui bénéficie, à ce titre, d'un plan national d'actions qui prévoit, dans son action 4.4, d'améliorer la prise en compte et le suivi de cette espèce dans les projets éoliens, dans le but de réduire la mortalité (objectif 4) ;

**CONSIDÉRANT** qu'en octobre 2022, un cadavre de milan royal a été découvert au pied de l'éolienne repère 4, qu'en conséquence il a été prescrit, par arrêté du 20 février 2023, : « Les aérogénérateurs sont mis à l'arrêt du 1<sup>er</sup> mars au 30 octobre, de 10 h à 17 h ... » ;

**CONSIDÉRANT** que, dans le porter à connaissance daté du 27 novembre 2023, la société AERODIS HERBITZHEIM a présenté l'installation d'un système de détection automatisée des oiseaux à risque (système Bioseco), dont les performances ont été jugées satisfaisantes sur d'autres sites ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport d'évaluation de performance du système Bioseco, réalisé par la société Ecosphère le 19 mai 2025, conclut à un taux de détection du milan royal à 350 mètres, compris entre 77,5 % et 82 %, selon le système d'analyse utilisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'obligation de mise à l'arrêt des aérogénérateurs, en cas de fauche de prairies à moins de 200 mètres reste applicable, en vertu de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2013 susvisé ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Domaine d'application**

La société AERODIS HERBITZHEIM, dont le siège social est situé Grand Large, 9 boulevard de Dunkerque à 13002 Marseille, se conforme aux prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations de production d'électricité par la force mécanique du vent, sur le territoire de la commune de Herbitzheim.

### **Article 2 : Validation et exploitation du système Bioseco**

Le système Bioseco, tel que décrit dans le rapport « Test d'évaluation de la performance du système Bioseco BPS » établi par ECOSPHERE le 19 mai 2025, est validé au sens de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024.

L'exploitant met en œuvre ce système sur l'ensemble du parc éolien concerné et en assure le bon fonctionnement, dans une démarche d'amélioration continue, notamment en :

- mettant à jour le logiciel et les algorithmes lorsque des versions optimisées sont disponibles ;
- optimisant le taux de détection et le taux de régulation ;
- assurant la traçabilité et l'archivage des données de fonctionnement.

L'exploitant conserve, pendant une durée minimale d'un an, les données de fonctionnement du système, incluant :

- des extraits vidéos justifiant les détections,
- des données statistiques (taux de détection, déclenchements, pannes, etc.).

Ces données sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées, et doivent être consultables sur site.

Le système de détection est maintenu en fonctionnement du 15 février au 31 octobre, de l'aube au crépuscule.

Les opérations de maintenance préventive du système doivent être réalisées turbines à l'arrêt.



### **Article 3 : Dispositions en cas d'indisponibilité du système**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2023, imposant l'arrêt des aérogénérateurs E4 et E5 entre 10 h et 17 h du 1<sup>er</sup> mars au 30 octobre, sont abrogées. Elles sont remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté et de l'arrêté du 07 mai 2024.

En cas de panne ou d'indisponibilité du système de détection pendant la période du 15 février au 31 octobre, l'exploitant applique l'une des mesures suivantes pour chaque aérogénérateur E4 et E5 :

- soit la mise à l'arrêt de 10 h à 17 h, des aérogénérateurs dont le système n'est pas opérationnel ;
- soit la présence d'observateurs qualifiés, habilités à déclencher l'arrêt des machines en cas d'observation d'un milan royal à proximité.

### **Article 4 : Maintien des obligations antérieures**

L'obligation de mise à l'arrêt des éoliennes, lors de la fauche des prairies situées à moins de 200 mètres, prévue à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2013, demeure en vigueur.

### **Article 5 : Modalités d'exécution**

#### **5.1 : Mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **5.2 : Voies et délais de recours**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

#### **5.3 Exécution**

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société Aerodis HERBITZHEIM,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- au maire de Herbitzheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

  
la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER-ADOUSO